

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ  
Bureau de la réglementation et des élections

**ARRÊTÉ**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

*DCL/BRENV/2020-188-1*

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
**Chevalier de la légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Société Tekna Plasma Europe**

**200, boulevard de la résistance  
Mâcon**

**Exploitation d'une installation de production et de stockage de poudres d'alliages métalliques  
implantée sur le territoire de la commune de Mâcon.**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 183-1, L. 211-1, L. 511-1 et L. 514-5, L. 515-16 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12-00627 du 21 février 2012 approuvant le plan de prévention du risque naturel d'inondation de la Saône et de la Petite Grosne sur le territoire de la commune de Mâcon ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une installation de production et de stockage de poudres d'alliages métalliques n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 sur le territoire de la commune de Mâcon délivré à la société Tekna Plasma Europe ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé FL/NM/12062020/4167/145 du 15 juin 2020, établi à la suite de l'inspection des installations effectuée le 28 mai 2020 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant, formulées sur ce projet par courrier en date du 22 juin 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018 dispose que la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation pour le stockage ou l'emploi de solides inflammables, relevant de la rubrique 1450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est fixée à 10 tonnes conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant et visé à l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 28 mai 2020 l'inspection de l'environnement a constaté que le stock de solides inflammables, à hauteur de 13,22 tonnes, dépasse cette quantité maximale autorisée ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue alors un manquement à la disposition de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, dispose, entre autres, que les poudres d'alliages métalliques inflammables sont entreposées au sein de deux

armoires de résistance et de réaction au feu REI 120 (résistance mécanique ou stabilité (R), étanchéité aux gaz et flammes (E), isolation thermique (I), soit une catégorie coupe-feu pendant une durée de 120 minutes) ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8.4.3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, dispose qu'un dispositif de détection d'incendie, répondant aux exigences de l'article 8.4.3.1 du même arrêté, est mis en place dans les armoires de stockage de poudres d'alliages métalliques inflammables, actionnant également le système d'extinction automatique, propre à ces armoires et distinct de ce dispositif de détection ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8.4.3.2 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018 dispose que les armoires d'entreposage des poudres d'alliages métalliques inflammables sont équipées de systèmes d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits entreposés, aux risques qu'ils présentent et à leur mode d'entreposage ;

**CONSIDÉRANT** que le chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018 dispose, entre autres, que les poudres d'alliages métalliques inflammables sont entreposées au sein de deux armoires de résistance et de réaction au feu REI 120, munies de portes à fermeture automatique, reliées à la terre par des liaisons équipotentielles et équipées de systèmes de détection d'incendie et de systèmes d'extinction automatiques d'incendie respectivement visés aux articles 8.4.3.1.1 et 8.4.3.2 du même arrêté, maintenues fermées avec ouvertures limitées pour le chargement et le déchargement, localisées, au sein de la cellule, conformément aux plans de l'étude de dangers et notamment afin de contenir l'ensemble des effets thermiques impliquant des dangers pour la vie humaine, tels que définis par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, en cas d'incendie généralisé de l'ensemble de la quantité entreposée dans les armoires en configuration portes ouvertes ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 28 mai 2020, l'inspection de l'environnement a constaté que l'exploitant ne dispose d'aucune armoire pour le stockage des solides inflammables ;

**CONSIDÉRANT** que les solides inflammables sont stockées dans leurs emballages, placés sur des palettes, posées :

- au sol à l'emplacement prévu, au sein de l'étude de dangers visée à l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, pour les deux armoires de résistance au feu REI 120 ;
- au sein de deux palettiers prévus aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et visés à l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, mais pour accueillir des solides non inflammables ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue alors un manquement aux dispositions des articles 8.2.1, 8.4.3.1.1, 8.4.3.2 et du chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8.6.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé dispose, entre autres, que toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie d'un volume quantifié à 260 m<sup>3</sup>, incluant les volumes de liquide libérés en cas d'incendie et volume d'eau lié aux intempéries, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel et que ce confinement est réalisé par l'intermédiaire de batardeaux semi-automatiques (dont la fermeture est asservie aux systèmes de détection d'incendie et le retrait est manuel) ou fixes installés sur chacune des portes et portes sectionnelles non condamnées ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 28 mai 2020, l'inspection de l'environnement a constaté que l'exploitant ne dispose pas de batardeaux semi-automatiques ou fixes ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue alors un manquement aux dispositions de l'article 8.6.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé dispose que les installations et leurs annexes, objet de cet arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et qu'en tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions de cet arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur ;

- de l'absence d'armoire de résistance et de réaction au feu REI 120 incluant des systèmes de détection d'incendie et de systèmes d'extinction automatiques d'incendie dédiés pour le stockage des solides inflammables ;
- de l'absence de batardeaux semi-automatiques ou fixes ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 28 mai 2020, l'inspection de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers compte tenu de :

- de l'absence d'armoire de résistance et de réaction au feu REI 120 incluant des systèmes de détection d'incendie et de systèmes d'extinction automatiques d'incendie dédiés pour le stockage des solides inflammables ;
- de l'absence de batardeaux semi-automatiques ou fixes ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de la quantité de solides inflammables stockée, supérieure au seuil maximal (10 tonnes) autorisé et sans armoire de résistance et de réaction au feu REI 120 incluant des systèmes de détection d'incendie et de systèmes d'extinction automatiques d'incendie dédiés, la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 181-3 du même code, n'est alors plus démontrée ;

**CONSIDÉRANT** notamment qu'à minima, les zones de dangers suivantes :

- « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- « zone des dangers graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- « zone des dangers très graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement, jusqu'à 8 mètres ;

définies à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, qui ne devaient pas impacter de tiers selon l'étude de dangers, rédigée par l'exploitant et son résumé non technique, rédigé par l'exploitant et mis en enquête publique lors de la procédure d'autorisation environnementale, sont susceptibles de s'étendre, en cas d'incendie des solides inflammables stockés sur le site, au-delà du bâtiment occupé par les installations de l'exploitant, sur le périmètre de la cité de l'entreprise, dont le premier bâtiment au sud-ouest et le domaine public entre eux, en particulier la rue de la manufacture ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent alors des manquements aux dispositions des articles 1.4.1 et 8.1.6 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé et des articles L. 181-3 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les installations ne sont pas suffisamment protégées par rapport au risque lié à l'incendie ;

**CONSIDÉRANT** alors que la protection de la population n'est plus démontrée au sens que la conclusion de l'étude de dangers, rédigée par l'exploitant et selon laquelle « l'ensemble des effets générés par les phénomènes dangereux analysés, dont l'incendie des solides inflammables stockés sur le site, n'impactent pas de tiers » n'est plus assurée ;

**CONSIDÉRANT** ainsi qu'il n'est plus démontré que des tiers ne puissent pas être potentiellement exposés aux seuils des effets suivants :

- les seuils des effets irréversibles délimitant la zone des dangers significatifs pour la vie humaine ;
- les seuils des effets létaux correspondant à une concentration létale de 1 % délimitant la zone des dangers graves pour la vie humaine ;
- les seuils des effets létaux significatifs correspondant à concentration létale de 5 % délimitant la zone des dangers très graves pour la vie humaine ;

définis à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux utilisées lors d'un incendie ne peut pas être recueilli ;

**CONSIDÉRANT** alors que l'exploitant n'est pas en mesure de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel lors d'un sinistre ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé dispose, entre autres, que l'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers ;

**CONSIDÉRANT** que le résumé non technique de l'étude de dangers rédigé par l'exploitant en application de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement, mis en enquête publique lors de la procédure d'autorisation environnementale, intègre les éléments suivants :

- « les flacons de 1 litre sont conditionnés par 4 dans des cartons puis entreposés et stockés sur une palette (pour les poudres d'alliage de titane inflammables, la palette sera elle-même stockée dans 2 armoires coupe-feu 2 h équipées d'un système d'extinction automatique) » ;
- « les poudres d'alliage de titane étant inflammables, elles sont stockées dans des flacons en plastiques, eux même stockés sur palettes à l'intérieur d'une armoire coupe-feu dans le bâtiment » ;
- « le stockage de produits finis inflammables comprendra au maximum 4 000 flacons (soit 1 000 cartons), ce qui représente 10 000 kg de poudre de titane inflammables (2,5 kg de titane par flacon) » ;
- « après analyse des produits ainsi que des types d'installations présents sur le site, les principaux potentiels de dangers identifiés sont les suivants » :
  - risque d'incendie au niveau stockage des poudres d'alliage de titane (produits finis) » ;
  - risque d'explosion des poudres métalliques à l'intérieur de la machine (présence de métalliques pyrophoriques à l'intérieur de la machine) » ;
- « il ressort de la modélisation que l'ensemble des effets générés par les effets générés par les 2 phénomènes dangereux ci-dessus n'impactent pas de tiers » ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude de dangers rédigée par l'exploitant en application de l'article L. 181-25 du code de l'environnement intègre les éléments suivants :

- « les armoires coupe-feu seront maintenues fermées et leur ouverture n'interviendra que pour le chargement ou le déchargement, le temps d'ouverture sera de l'ordre de 3 à 10 minutes par évènement et le nombre d'évènement est estimé à 5 par jour » ;
- « les produits inflammables seront tous stockés dans les armoires coupe-feu » ;
- « les données d'entrée retenues pour la modélisation des effets thermiques générés par le phénomène dangereux d'incendie du stockage de poudres d'alliages de titane inflammables, situé sur palette dans le bâtiment de production, au sein des armoires dédiées, en configuration portes ouvertes :
  - dimensions du foyer : longueur de 10 m, largeur de 4 m, hauteur de stockage de 2 m (maximum), stockage situé dans le bâtiment de production à l'intérieur d'une armoire coupe-feu (de 2 m de hauteur minimum) » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 181-3 du code de l'environnement dispose, entre autres, que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 511-1 du code de l'environnement dispose que sont soumis aux dispositions du titre VIII du livre Ier de la partie législative du même code les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 28 mai 2020, l'inspection de l'environnement a constaté que les installations et leurs annexes ne sont ni aménagées, ni exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et qu'elles ne respectent pas plusieurs dispositions de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé, en l'occurrence compte tenu :

- du dépassement de la quantité maximale autorisée (10 tonnes) de solides inflammables, à hauteur de 13,22 tonnes, lors de l'inspection du 28 mai 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que les installations et leurs annexes ne sont ni aménagées, ni exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant dont l'étude de dangers et qu'elles respectent pas plusieurs dispositions de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé ;

**CONSIDÉRANT** alors que la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 181-3 dudit code, n'est plus démontrée, étant donné les constatations précitées ;

**CONSIDÉRANT** qu'en restitution de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à résorber les non-conformités afférentes aux constatations susmentionnées d'ici les échéances suivantes, jugées raisonnables par ses soins :

- en stockant les solides inflammables au sein d'armoires répondant aux exigences de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé d'ici la fin du mois de juin 2020 ;
- en mettant en place des batardeaux semi-automatiques ou fixes permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux utilisées lors d'un incendie d'ici le mois de décembre 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que malgré la demande de l'inspection de l'environnement, l'exploitant ne s'est pas engagé, lors de la restitution de l'inspection, à réduire la quantité de solides inflammables stockés sur le site jusqu'au maximum autorisé de 10 tonnes, sous un délai clairement défini, car cette démarche n'avait pas été initiée par l'exploitant qui devait solliciter ses clients pour connaître leurs contraintes et leurs possibilités d'accueil des solides inflammables leur étant destinés ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant s'est alors engagé, en inspection, à transmettre les éléments attendus au plus tard le 3 juin 2020 ;

**CONSIDÉRANT** tout de même qu'en restitution de l'inspection, l'inspecteur de l'environnement a évoqué la possibilité d'une résorption de la non-conformité précédemment évoquée sous un délai de trois semaines à compter du jour de l'inspection sans recueillir d'opposition de la part de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant s'est engagé, par message électronique du 10 juin 2020, à résorber la non-conformité afférente au stock de solides inflammables d'ici le 15 octobre 2020, échéance jugée raisonnable par ses soins ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant, par courrier du 22 juin 2020, et ce, au cours de la procédure contradictoire :

- a indiqué que le fournisseur des armoires de stockage de solides inflammables a annoncé un report de livraison à la semaine du 3 au 7 août 2020 ;
- a alors proposé un report de l'échéance du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> septembre 2020 pour anticiper un potentiel nouveau report de livraison et afin de permettre l'intervention d'un électricien pour la mise en service des armoires ;
- s'est ainsi engagé à délocaliser l'intégralité de son stock de solides inflammables au 24 juillet 2020, et ce, dans l'attente d'une mise en conformité pleine et entière ;

**CONSIDÉRANT** alors qu'il est raisonnable d'apporter les modifications suivantes aux échéances présentées, en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement, en procédure contradictoire :

- report du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> septembre 2020 pour le stockage des solides inflammables au sein d'armoires de résistance et de réaction au feu REI 120 ;
- report du 15 octobre au 24 juillet 2020 pour le respect de la quantité maximale de solides inflammables stockés sur le site ;

**CONSIDÉRANT**, à la vue de la gravité de la situation qu'il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-6 et L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Tekna Plasma Europe de respecter les prescriptions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du code de l'environnement, des articles 1.3.1, 1.4.1, 8.1.6, 8.2.1, 8.4.3.1.1, 8.4.3.2, 8.6.1, du chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire :

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

La société Tekna Plasma Europe est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au 200, boulevard de la résistance sur la commune de Mâcon, de respecter les dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du code de l'environnement, des articles 1.3.1, 1.4.1, 8.1.6, 8.2.1, 8.4.3.1.1, 8.4.3.2, 8.6.1, du chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé :

#### **I – Au plus tard le 24 juillet 2020 :**

- en réduisant la quantité de solides inflammables stockés sur le site jusqu'au maximum autorisé de 10 tonnes tel qu'autorisé par l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé ;

#### **II – Au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2020 :**

- en stockant les solides inflammables au sein d'armoires de résistance et de réaction au feu REI 120, conformément à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé et répondant aux exigences du chapitre 9.1 et des articles 1.4.1, 8.1.6, 8.4.3.1.1 et 8.4.3.2 du même arrêté ;

#### **III – Au plus tard le 14 décembre 2020 :**

- en mettant en place des batardeaux semi-automatiques ou fixes permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, conformément aux articles 1.4.1, 8.1.6 et 8.6.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé.

L'exploitant transmet par ailleurs au préfet de Saône-et-Loire et à l'inspection de l'environnement les justificatifs suivants, au plus tard quinze jours après les échéances imposées aux I, II et III de l'article 1 du présent arrêté :

- le registre prévu au deuxième alinéa de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018, susvisé indiquant la nature et la quantité des produits détenus au 24 juillet 2020 ;
- le bon de livraison et d'installation des armoires répondant aux exigences de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé, ainsi que des photographies de la zone de stockage ainsi équipée ;
- le bon de livraison et d'installation des batardeaux semi-automatiques ou fixes répondant aux exigences de l'article 8.6.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018, susvisé, ainsi que des photographies de chacun d'eux.

### ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### ARTICLE 3 - MESURES DE PUBLICITÉ :

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pendant une durée minimale de deux mois.

**ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5 - EXÉCUTION – COPIE :**

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, le maire de la commune de Mâcon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite :

- au président du conseil communautaire de l'établissement public de coopération intercommunautaire Mâconnais Beaujolais Agglomération ;
- à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à Mâcon ;
- au groupement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de Saône-et-Loire.

Fait à Mâcon, - 6 JUIL. 2020

Le préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT

